L’ancien Bodyguard de Ndadaye rejette le rapport de l’ONU de 1996

@rib News, 24/10/2012DEMENTI CONCERNANT LE RAPPORT DES NATIONS UNIES SUR Lâ€™ASSASSINAT DU PRESIDENT NDADAYEPar Gratien RukindikizaMon dÃ©menti sâ€™adresse Ã Arib qui a publiÃ© lâ€™extrait du rapport des N Unies sous forme dâ€™Ã©claircissement. En effet, ce rapport sorti en 1996 a Ã©tÃ© contestÃ© par plusieurs personnes par so manque de professionnalisme. Des tÃ©moignages inventÃ©s de toutes piÃ¨ces mâ€™ont Ã©tÃ© attribuÃ©s parce que les enqu refusaient de publier ce que je leur avais expliquÃ©.Contrairement Ã ce qui est Ã©crit et repris par Arib, le Colonel Bikomagu ne mâ€™a jamais Â donnÃ© un ordre de partir Ã lâ€™Ile Maurice. Il ne savait mÃªme pas si je partais Ã lâ€™Ã©tranger ce jou personne qui connaÃ®t lâ€™organisation de la sÃ©curitÃ© dâ€™un PrÃ©sident, le chef dâ€™Etat Major nâ€™a pas des ordre sÃ©curitÃ©. Le Colonel Bikomagu ne mâ€™a jamais donnÃ© un ordre au moment oÃ¹ jâ€™Ã©tais Ã la sÃ©curitÃ© du PrÃ©si Luiâ€“mÃªme sait que jâ€™avais une libertÃ© dâ€™action et que jâ€™avais posÃ© des actes hors du palais sans quâ€™il soit Mon dÃ©part Ã lâ€™Ile Maurice a Ã©tÃ© dÃ©cidÃ© par le Chef du cabinet et le Chef du protocole du PrÃ©sident Ndadaye, tou Hutu. Je souligne lâ€™ethnie car câ€™est cet Ã©lÃ©ment qui a mis dans lâ€™embarras les enquÃªteurs des Nations Unies po dâ€™autres histoires. Je lâ€™ai dit et je le redis, cet assassinat du PrÃ©sident Ndadaye par des militaires a Ã©tÃ© facilitÃ© pa complicitÃ© de certains hutu, membres du Frodebu en ce moment. Je dÃ©ments catÃ©goriquement les Ã©crits disant que Bikomagu mâ€™a donnÃ© lâ€™ordre de partir et de revenir avant le 21 octobre 1993. Je dois informer les Burundais que jâ€™ portÃ© plainte contre le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies en ce moment, Monsieur Boutros Boutros Ghali au Tribunal de Grande Instance de Paris aprÃ¨s la sortie de ce rapport. Je voulais demander Ã la justice dâ€™exiger des Nations Unies de sortir les enregistrements de lâ€™enquÃªte et de rÃ©tablir la vÃ©ritÃ©. Etant en France, pays soutenant Boutros Ghali contr Koffi Annan, candidat des Anglo-saxons, jâ€™ai Ã©tÃ© obligÃ© par mon avocat de retirer la plainte dâ€™autant plus que je nâ€ encore la stabilitÃ© au niveau du sÃ©jour en France.En tant que citoyen burundais, je suis Ã la disposition dâ€™une Commissi VÃ©ritÃ© rÃ©conciliation sur le Burundi pour donner ma version de ce qui sâ€™est passÃ© en 1993. Cependant, je ne pourrai rÃ©pondre quâ€™Ã une Commission neutre, nationale et non politique. Gratien Rukindikiza